



**RÉPUBLIQUE D'HAÏTI  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
UNITE TECHNIQUE D'EXÉCUTION**

**PROJET « PRÉSERVATION DU PATRIMOINE ET APPUI AU SECTEUR  
TOURISTIQUE ».— ACCORD DE DON H944-HT**

**AVIS DE SÉLECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL**

**ÉLABORATION DE TEXTES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES POUR  
LA MISE EN PLACE DE L'AUTORITÉ DE GESTION DU PARC (AGP)**

**SCI-CC-PAST-786**

La République d'Haïti a reçu un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer le Projet « Préservation du Patrimoine et Appui au Secteur Touristique (PAST) » qui prévoit dans le cadre de la mise en œuvre de sa sous-composante « Appui à la gestion du Parc National Historique Citadelle, Sans-Souci, Ramiers » (PNH-CSSR), de supporter la mise en place d'une Autorité de Gestion du Parc (AGP) dont le rôle est d'entretenir le dialogue entre les communautés locales du parc et les secteurs public et privé et d'assurer une gestion efficiente et une conservation des ressources naturelles et culturelles du PNH-CSSR

L'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), agence d'exécution dudit programme a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour payer les services d'un(e) Consultant(e) pour l'élaboration de textes juridiques et réglementaires pour la mise en place d'une structure de gestion permanente du Parc.

Sous la supervision directe de l'ISPAN, le Consultant travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de projet PAST et l'Agent de Liaison AGP.

Le (la) Consultant(e) aura notamment pour mission de :

- Compiler des textes, décrets, arrêtés, en lien avec la mission ;
- Élaborer et proposer les documents juridiques pour la mise en place de l'AGP ;
- Proposer les amendements nécessaires au décret du 9 août 2012 portant création du Comité Interministériel de Gestion (CIG) ;
- Élaborer les règlements intérieurs de l'AGP.

Le (la) Consultant (e) devra, notamment, remplir les critères ci-après :

### Formation

- ✓ Détenir un diplôme universitaire (correspondant à une licence ou idéalement un grade supérieur) en Droit.

### Expérience

- ✓ Au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle générale dans le secteur juridique ;
- ✓ Au moins cinq (5) ans d'expérience spécifique prouvée en matière de conseil juridique au Gouvernement ou à des institutions publiques
- ✓ Au moins trois (3) prestations en amendements de textes de lois et élaboration de règlements intérieurs;
- ✓ Par ailleurs, le (la) Consultant (e) devra avoir une connaissance avérée de l'Administration publique haïtienne;
- ✓ Maîtrise du français (parlé et écrit) et capacités analytique et rédactionnelle poussées;
- ✓ Maîtrise des logiciels bureautiques.

### Modalités de recrutement

Le recrutement se déroulera en deux étapes :

1. Comparaison de CV sur base de réalisations se rapprochant le plus possible à la présente mission ;
2. Demande de proposition (offre) contenant la méthodologie détaillée, plan de travail (chronogramme) et le détail des coûts estimatifs pour la réalisation de la mission dans le délai défini.

Avant de postuler, pour de plus amples informations relatives à ce poste, les intéressés pourront consulter les termes de référence détaillés, sur le site de l'UTE : [www.ute.gouv.ht](http://www.ute.gouv.ht).

Le dossier de candidature en un seul document PDF comprenant CV, copies diplômes / certificats, pièces d'identification et liste des références en lien avec le mandat, devra parvenir au plus tard **le 28 janvier 2022 à 4h P.M.**, avec la mention « *Candidature de (nom du juriste)* pour [*\_nom de la mission\_*] (Réf. SCI-CC-PAST-786) » :

- a) à l'adresse de l'UTE : 26, rue 3 - Pacot, Port-au-Prince, Haïti, **ou**
- b) par courrier électronique à l'adresse [passation.marches@ute.gouv.ht](mailto:passation.marches@ute.gouv.ht).